Centre d'actualités de l'ONU
Mises à jour et alertes email sur le Centre d'actualités:
**www.un.org/french/news**

# ONU: l'édition du jour

**Numéro PPQ/9428** **lundi 13 avril 2015**

## Les grands titres:


- Nigéria : 800.000 enfants contraints de fuir la violence, selon l'UNICEF
- A Damas, un haut responsable de l'ONU entrevoie une lueur d'espoir pour les civils de Yarmouk
- Les postes doivent quitter leur zone de confort pour bâtir leur avenir, selon l'ONU
- En Algérie, l'ONU inaugure un nouveau cycle de dialogue politique inter-libyen
- Doha : l'ONU souligne la gravité de la criminalité liée aux espèces sauvages qui génère d'énormes profits
- Ban Ki-moon encourage la Commission de la population et du développement à relever les défis de 2015
- A Doha, ministres et hauts responsables de l'ONU participent dimanche au Congrès contre le crime
- Ban Ki-moon : « Il ne peut y avoir de développement durable sans droits de l'homme et état de droit »
- Journée du vol spatial habité : l'ONU prône l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques
- Libye : l'ONU condamne une attaque meurtrière contre l'ambassade de Corée du Sud à Tripoli
- Doha : l'accès de tous à la justice contribue à un développement économique équitable et inclusif
- La FAO et la Norvège aident les pays en développement à surveiller leurs ressources forestières
- Iraq : l'UNESCO condamne les destructions du site archéologique assyrien de Nimrud


## Nigéria : 800.000 enfants contraints de fuir la violence, selon l'UNICEF

**13 avril** - Environ 800.000 enfants ont été obligés de fuir leurs foyers en raison du conflit dans le nord du Nigéria entre Boko Haram, les forces militaires et les groupes d'autodéfense civile, indique un nouveau rapport du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), rendu public lundi.

Publié un an après l'enlèvement de plus de 200 écolières à Chibok, dans l'Etat de Borno au Nigéria, le rapport 'Enfances perdues' de l'UNICEF révèle que le nombre d'enfants qui fuient les violences à l'intérieur du Nigéria, ou qui traversent les frontières pour se réfugier au Tchad, Niger et Cameroun, a plus que doublé en à peine un an.

« L'enlèvement de plus de 200 filles à Chibok n'est qu'un seul des événements tragiques qui se multiplient au Nigéria et dans la région », a regretté le Directeur régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et centrale, Manuel Fontaine, dans un communiqué de presse rendu public à l'occasion de la publication du rapport.

« Des dizaines de filles et de garçons ont disparu au Nigéria – enlevés, recrutés par des groupes armés, utilisés comme combattants ou contraints de fuir la violence. Ils ont le droit qu'on leur rende leur enfance », a-t-il dit.

Le rapport 'Enfances perdues' détaille le lourd tribut que le conflit fait payer aux enfants du Nigéria et de la région, où ils sont utilisés dans les rangs de Boko Haram comme combattants, cuisiniers, porteurs et guetteurs. Des jeunes femmes et des filles sont également victimes de mariage forcé, du travail forcé et de viols. Quant aux élèves et aux enseignants, ils ont été délibérément pris pour cible : le rapport dénombre plus de 300 écoles endommagées ou détruites et au moins 196

enseignants et 314 élèves tués à la fin de 2014.

Au cours des six derniers mois, l'UNICEF a intensifié sa réponse humanitaire à la crise et fourni un soutien psychosocial à plus de 60.000 enfants touchés par le conflit au Nigéria, Niger, Cameroun et Tchad, en vue de les aider à atténuer les souffrances que leur causent leurs souvenirs, à réduire leur stress et à surmonter leur détresse émotionnelle.

Prenant appui sur les constats dont fait état le rapport, l'UNICEF, confronté à une grave pénurie de financement, a appelé les donateurs internationaux à augmenter leur soutien financier à ses efforts humanitaires au Nigéria et dans les pays voisins.

L'agence de l'ONU a ainsi déclaré n'avoir reçu que 15% des 26,5 millions de dollars requis pour son action humanitaire au Nigéria pour 2015, et tout juste 17% de l'appel humanitaire d'ensemble pour le Cameroun, 2% pour le Niger et 1% pour le Tchad.

## A Damas, un haut responsable de l'ONU entrevoie une lueur d'espoir pour les civils de Yarmouk

**13 avril** - Alors que des milliers de réfugiés palestiniens et syriens toujours pris au piège dans le camp de Yarmouk, en Syrie, le chef de l de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palest le Proche-Orient (UNRWA) a déclaré lundi avoir « des raisons de se mon optimiste ».

« J'appelle toutes les parties à respecter les civils assiégés et pris piège à l'intérieur de Yarmouk », a déclaré à la presse le Commissaire de l'UNRWA, Pierre Krähenbühl, lors de la deuxième journée de sa visit Damas, la capitale syrienne, dans la banlieue de laquelle est situé le camp de Yarmouk.

Depuis le 1er avril, Yarmouk a été le théâtre d'intenses combats entre groupes armés et les résidents font désormais face à une double menace entre, d'un côté, les extrémistes de l'Eta islamique d'Irak et du Levant (EIIL), à l'intérieur du camp et, de l'autre, les forces gouvernementales faisant le siège à l'extérieur, au point qu'il est pratiquement impossible civils de quitter Yarmouk.

Selon l'UNRWA, cette zone résidentielle à l'intérieur de laquelle réside 18.000 habitants, d 3.500 enfants, est tributaire des distributions irrégulières de nourriture et d'autres secou l'agence onusienne.

Durant le weekend, M. Krähenbühl s'est livré à une visite de Damas afin de prendre la mesure situation dans le camp de Yarmouk, d'interagir avec des réfugiés touchés par la crise et de consulter les dirigeants syriens sur les modalités d'acheminement de l'aide aux personnes da besoin.

Suite à ses diverses démarches sur le terrain, le Commissaire général de l'UNRWA a réitéré l nécessité de fournir une assistance humanitaire d'urgence aux civils situés à l'intérieur du réfugiés et a ajouté que sa rencontre avec des représentants du gouvernement syrien lui avai « des raisons de se montrer optimiste ».

« Malgré tout, il y a encore beaucoup de travail à réaliser et je suis notamment supposé m'entretenir aujourd'hui avec des hauts responsables du gouvernement sur la question de l'établissement d'un accès humanitaire », a souligné M. Krähenbühl.

Se référant aux échanges qu'il a été en mesure d'avoir avec des réfugiés touchés par la cris Yarmouk, le chef de l'UNRWA s'est dit « profondément ému » par les récits de ceux qui avaien forcés de fuir la violence des combats à l'intérieur et autour du camp, et dont la résilienc dignité avaient été pour lui « une véritable leçon d'humilité ».

« C'est bien la dimension humaine qui doit motiver le système international à tous les nivea
qui constitue la plus convaincante des incitations à agir », a conclu M. Krähenbühl. « Le co
Syrie a un visage humain. Ce sont des personnes avec une dignité et une destinée devant être
au centre de notre réponse alors que nous sommes aux prises avec les complexités consubstant
la protection des civils, à Yarmouk comme ailleurs ».

Syria: Yarmouk Unofficial Palestine Refugee Camp April 2015
Bateekhah entrance
Rahma hospital
UNRWA route
UNRWA installations
Health centre
School
Distribution point
Community centre
Goverment office
Goverment school
Goverment hospital
Mosque
Green area
Cemetery
New distribution point (Mar 2015)
Sabarin
Saraland Sekhnin
Naqab Nimreen
Yarmouk
Palestine St
Tadamoun
Al Qadam
30 Street
Yarmouk St
Loubia st
Fayzeh Halawa
Galeel Asdood
Safed St
Al Waseem
Bassa
Tabgha
Tahoom Yuns
15 Street
Al Madaris st
Jarmak
Marisora
Faloja
Falestine
Al Quds st
Koukab
Kafar Sabt
Palestine square
Palestine
Hajar Aswad
Oruba St
Yazour

# Les postes doivent quitter leur zone de confort pour bâtir leur avenir, selon l'ONU

**13 avril** - A l'occasion du lancement de la Conférence stratégique mondiale de l'Union postale universelle (UPU) à Genève, en Suisse, plusieurs hauts responsables de l'ONU ont appelé lundi les services postaux à renouveler leurs pratiques afin notamment de prendre part à la réalisation des futures objectifs du programme de développement pour l'après-2015

« Sortons de notre zone de confort et testons de nouvelles idées à partir desquelles nous pourrons tous bâtir l'avenir de la poste », a déclaré le Directeur général de l'UPU, Bishar A. Hussein, aux 750 délégués assistant à la Conférence.

Officiellement ouverte dans la matinée par le Premier ministre de la Côte d'Ivoire, Daniel Kablan Duncan, dont le pays assure la présidence de l'évènement, cette réunion mondiale marque le début d'un processus visant à ébaucher la prochaine stratégie postale mondiale qui sera présentée au Congrès postal universel à Istanbul, en Turquie, en 2016. Les délégués y feront le bilan de l'actuelle feuille de route de l'UPU – la Stratégie postale de Doha adoptée en 2012 – et discuteront des enjeux et tendances qui façonneront la future stratégie de l'organisation. Plus d'une vingtaine de ministres participent à l'événement, ainsi que de nombreux régulateurs, dirigeants d'entreprises postales et représentants d'organisations internationales et onusiennes.

Dans son message aux délégués, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a de son côté déclaré que les services postaux avaient clairement un rôle à jouer dans la réalisation des objectifs du futur programme de développement pour l'après-2015.

« À l'heure où le monde réfléchit à un nouveau programme de développement durable et s'évertue à écarter la menace que constituent les changements climatiques, les services postaux peuvent et doivent être associés à cette entreprise », a affirmé M. Ban.

Le Directeur général de l'UPU a quant à lui mentionné un certain nombre de tendances nouvelles forçant les services postaux à se redéfinir, notamment les modèles d'exploitation postale se focalisant plus sur la logistique et les services financiers que sur les activités de courrier traditionnel, la croissance du commerce électronique, la hausse du volumes des colis et l'apparition de nouveaux modèles de livraison et de nouvelles habitudes de consommation.

« La feuille de route qui guide nos actions et nos décisions est le reflet de l'environnement postal mondial – un environnement marqué par de profonds changements et des phénomènes marquant un tournant qui représentent des défis et des opportunités pour le secteur postal », a précisé M. Hussein, ajoutant que l'évolution des habitudes de consommation provoquées par les nouvelles technologies est l'un des plus grands défis auquel doit faire face le secteur postal.

« Le consommateur moderne se tourne vers le numérique, il est préoccupé par le développement durable et il apprécie différemment la valeur d'un service ou d'un produit », a poursuivi le Directeur général de l'UPU, ajoutant que les clients actuels veulent avoir accès aux services en tout lieu et à toute heure.

Selon M. Hussein, les postes, dont les revenus liés aux lettres a récemment chuté, doivent voir cette nouvelle réalité comme une opportunité et non pas comme un obstacle.

« Le commerce électronique, la numérisation des services financiers, les nouvelles solutions de paiement mobile et les données postales de masse permettent au secteur postal de se positionner au cœur de la révolution technologique », a ainsi déclaré le Directeur général.

## En Algérie, l'ONU inaugure un nouveau cycle de dialogue politique inter-libyen

**13 avril** - Les parties prenantes au conflit libyen doivent donner aux pourparlers de paix encadrés par les Nations Unies une véritable chance d'aboutir si elles souhaitent qu'une solution politique prévale et que les combats en cours en Libye prennent fin, a déclaré lundi le chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL).

« Nous sommes ici aujourd'hui pour crier haut et fort que plus aucun Libyen ne devrait être tué. Plus aucun Libyen ne devrait perdre la vie », a affirmé le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la Libye et chef de la MANUL, Bernardino Leon, dans son allocution d'ouverture lors du dernier cycle en date de pourparlers politiques inter-libyens, organisé en Algérie.

« Il doit bien y avoir un moyen pour tous les Libyens de vivre ensemble », a-t-il ajouté.

Cette réunion fait suite à un cycle antérieur qui a eu lieu en mars, au cours duquel les participants ont manifesté leur soutien fort en faveur du dialogue pour résoudre pacifiquement la crise en Libye. Les cycles de dialogue précédents avaient réunis des responsables locaux libyens à Genève en janvier, puis à Bruxelles le mois dernier. Les pourparlers sont conçus pour inclure le plus grand nombre de composantes de la société libyenne dans le processus de paix.

S'adressant aux représentants réunis en Algérie, M. Leon a souligné que, si parvenir à un accord s'avèrerait sans doute « très difficile » et ferait nécessairement appel à « la générosité et la détermination » des participants, la pleine acceptation des points de vue divergents restait « l'essence de la démocratie » et la clé de l'avenir en Libye.

« Seuls ceux qui sont contre la démocratie, qui sont pour l'extrémisme, se sont portés absents », a-t-il ajouté.

« Nous allons tous devoir céder un peu de terrain pour parvenir à un accord », a conclu le chef de la MANUL.

Une réunion rassemblant des responsables tribaux devrait se réunir à une date ultérieure en Egypte.

## Doha : l'ONU souligne la gravité de la criminalité liée aux espèces sauvages qui génère d'énormes profits

**Une forêt endommagée en Indonésie. Photo : Banque mondiale / Curt Carnemark**

**13 avril** - Alors que la criminalité liée aux espèces sauvages est une industrie en croissance rapide, générant d'énormes profits pour les réseaux criminels, des responsables de haut niveau des Nations Unies ont souligné lundi à Doha, au Qatar, la gravité de ce fléau qui alimente la violence, corrompt les chaînes d'approvisionnement et fragilise l'état de droit.

« La criminalité liée à la faune et à la flore sauvages a des implications très importantes. Elle a le potentiel non seulement de ravager l'environnement mais aussi de saper le bien-être social, politique et économique des sociétés, tout en générant des milliards de dollars pour des gangs criminels et en soutenant leurs activités illicites », a déclaré le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Sam Kutesa, lors d'une réunion de haut niveau dans le cadre du 13ème Congrès des Nations Unies contre le crime, qui a ouvert dimanche.

La criminalité liée aux espèces sauvages comprend la prise, le commerce, l'importation, l'exportation, le traitement, la possession, l'obtention et la consommation de la flore et de la faune (animaux, oiseaux, poissons, plantes et arbres) en violation du droit national et international.

L'impact de cette criminalité est mondial, mais il est particulièrement aigu dans les pays en développement où des gouvernements manquant de ressources n'ont souvent pas la capacité de réglementer l'exploitation de leurs ressources naturelles.

En 2013, quelque 20.000 éléphants d'Afrique ont été abattus. La même année, plus de 1.000 rhinocéros ont été tués sur le continent.

La valeur totale du commerce illégal de produits à base de bois, généralement en provenance de l'Asie orientale et du Pacifique, représente environ 17 milliards de dollars.

« Pour la première fois, nous avons l'occasion d'attirer l'attention de ce Congrès sur la nécessité de traiter la criminalité liée aux espèces sauvages comme un crime grave », a déclaré le Secrétaire général de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), John Scanlon.

« C'est parce que l'ampleur et la nature du commerce illégal d'espèces sauvages ont changé au cours des dernières années que la riposte mondiale doit aussi changer. Il y a une riposte, mais il faut clairement faire plus », a-t-il ajouté.

Selon M. Scanlon, le commerce illégal des espèces sauvages n'est pas du braconnage local de subsistance. « Aujourd'hui, nous sommes confrontés à des gangs criminels organisés transnationaux et dans certains cas à des milices rebelles et à des éléments incontrôlés de l'armée. Ils sont à l'origine d'un braconnage et d'un commerce illicite d'ampleur industriel pour des marchés à l'étranger. Cela a changé la dynamique de la lutte contre cette activité criminelle destructrice, en particulier en ce qui concerne certains animaux, tel que l'éléphant d'Afrique, et la flore de grande valeur, tel que le bois de rose. Mais elle menace aussi de nombreuses espèces moins connues, comme le pangolin », a-t-il ajouté.

Le Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Yury Fedotov, a regretté que « l'insuffisance des cadres législatifs reste beaucoup trop courante ».

Selon lui, présenter des affaires criminelles liées aux espèces sauvages devant les tribunaux est un défi, et ce travail difficile est trop facilement défait lorsque les dossiers sont mal préparés et les enquêtes faibles. « Même quand les trafiquants sont poursuivis avec succès, les peines infligées sont souvent inadéquates - de petites amendes, une peine de prison de quelques mois ou une peine de prison avec sursis », a-t-il souligné.

Tous les pays « doivent traiter la criminalité liée à la faune et à la flore sauvages comme une infraction pénale grave », a-t-il ajouté. « En garantissant une peine de quatre ans ou une peine plus grave, nous pouvons faire en sorte que les sanctions soient proportionnées et puissent avoir un effet dissuasif ».

Il a estimé qu'il fallait appliquer les techniques connues pour leur efficacité dans la lutte contre les réseaux du crime organisé en général : partager le renseignement et mener des opérations d'infiltration, s'intéresser aux risques de corruption, remonter les circuits d'argent et traquer les marchandises illégales jusqu'à leur destination.

« Enfin, nous devons faire du développement de moyens de subsistance alternatifs une priorité, afin de soutenir les communautés dans certains pays les plus touchés par ce crime. En bref, il faut une approche équilibrée, luttant contre l'offre et la demande, dans un esprit de responsabilité partagée », a-t-il ajouté.

## Ban Ki-moon encourage la Commission de la population et du développement à relever les défis de 2015

**Le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales des Nations Unies, Wu Hongbo. Photo: ONU**

**13 avril** - A l'occasion de de la 48ème session de la Commission des Nations Unies de la population et du développement, qui a lieu au siège de l'Organisation à New York du 13 au 17 avril, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé les membres de la Commission à contribuer aux changements transformationnels mondiaux sensés intervenir durant l'année 2015.

« Vous vous réunissez alors que la communauté internationale s'efforce cette année de forger un ensemble d'objectifs [de développement] durable et un nouvel accord climatique significatif et universel », a déclaré aux membres de la Commission le Secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires économiques et sociales internationales, Wu Hongbo, s'exprimant au nom du Secrétaire général, actuellement en déplacement à Doha, au Qatar, pour le 13ème Congrès des Nations Unies contre le crime.

« Ces deux priorités seront influencées par les changements démographiques profonds qui se produisent dans notre monde, en particulier ceux liés à la jeunesse, aux personnes âgées, à l'urbanisation et à la migration », a poursuivi M. Hongbo, ajoutant que le monde actuel compte la population de jeunes gens la plus nombreuse de l'histoire.

Le Secrétaire général adjoint a déclaré que pour optimiser les conditions des jeunes et leur permettre de s'épanouir, les pays devaient améliorer l'éducation des filles et des garçons, l'accès aux soins de santé sexuelle et reproductive et la création d'emplois décents.

« Etant donné que les personnes âgées de 60 ans et plus constituent la tranche d'âge connaissant la plus forte croissance, la main d'œuvre diminue et les populations vieillissent », a par ailleurs souligné M. Hongbo, ajoutant qu'il était nécessaire de forger des sociétés où les personnes âgées puissent contribuer au maximum et profiter de la protection sociale à laquelle elles ont droit.

« Déjà plus de la moitié de la population mondiale vit dans les villes, et cette proportion va s'accroître au cours des 15 prochaines années », a ensuite déclaré le Secrétaire général adjoint, soulignant l'urgence des efforts visant à optimiser les avantages de l'urbanisation et à surmonter ses défis.

« Nous devons aussi créer les conditions d'une migration sûre, ordonnée et régulière », a-t-il poursuivi, précisant que beaucoup trop de migrants souffrent de l'exploitation, la discrimination et la xénophobie. S'attaquer à ces violations de leurs droits, a-t-il ajouté, permettra aux migrants d'augmenter leurs contributions

au développement dans les pays d'origine et de destination.

Rappelant que l'année 2015 était l'occasion unique de réaliser les changements transformationnels mondiaux nécessaires, M. Hongbo a salué en conclusion l'opportunité offerte à cette nouvelle session de la Commission de la population et du développement de contribuer à la réalisation de cette vision ambitieuse.

## A Doha, ministres et hauts responsables de l'ONU participent dimanche au Congrès contre le crime

**11 avril** - Des dizaines de ministres et hauts responsables des Nations Unies vont se retrouver dimanche à Doha, au Qatar, pour l'ouverture du 13ème Congrès des Nations Unies contre le crime qui va discuter de la meilleure façon d'intégrer la prévention de la criminalité et la justice pénale dans l'agenda des Nations Unies.

Les congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale sont, du point de vue tant du nombre que de la diversité des participants, le plus grand rassemblement mondial de responsables gouvernementaux, de représentants de la société civile, d'universitaires et d'experts dans ce domaine. Tous les cinq ans, des décideurs et des professionnels se réunissent pour aider l'ONU à définir son programme d'activités et ses normes en la matière.

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, le Président de l'Assemblée générale, Sam Kutesa, et le Président du Conseil économique et social (ECOSOC), Martin Sajdik, feront partie des participants à l'ouverture du Congrès dimanche.

« Je pense que nous aurons un certain nombre de premières ici à ce Congrès », a déclaré le Secrétaire exécutif du Congrès, Dimitri Vlassis, dans un entretien avec le Centre d'actualités de l'ONU et la Radio des Nations Unies.

« Nous avons déjà un très bon projet de déclaration. Il s'agit de savoir quand le texte sera adopté. Nous aurons besoin de nous assurer que les pays n'ont pas de questions qu'ils souhaitent soulever ou revisiter », a-t-il ajouté, estimant qu'il s'agissait d'un « document solide ».

Selon M. Vlassis, le projet de déclaration « reconnaît et souligne l'importance d'intégrer la prévention du crime et la justice pénale dans le programme d'ensemble des Nations Unies, en particulier au moment où la communauté internationale discute de la mise en place d'objectifs de développement durable et de l'agenda de développement post-2015 ».

Le document souligne également les défis auxquels le monde est confronté en raison des nouvelles formes de crime ou des crimes qui existent depuis plus longtemps mais qui sont réapparus sous une nouvelle forme. « Il met en évidence la question de la participation du public à la prévention du crime et à la justice pénale et pour la première fois, et à mon avis c'est important, le rôle de l'éducation», a ajouté le Secrétaire exécutif.

« L'agenda du Congrès inclut des thèmes qui ont un impact sur la vie des citoyens à travers le monde, comme le traitement et la réinsertion sociale des délinquants, le trafic de personnes et le trafic de migrants, les nouvelles formes de criminalité tels que la cybercriminalité, le trafic de biens culturels et la criminalité liée aux espèces sauvages », a souligné pour sa part une autre responsable des Nations Unies, Jo Dedeyne-Amann, Secrétaire du Congrès contre le crime, lors d'une conférence de presse samedi.

Avant le congrès, un Forum de la jeunesse a été organisé par le gouvernement du Qatar. « Un document a été produit contenant les perspectives de la jeunesse et ses

recommandations. Il va être porté officiellement à l'attention du Congrès le premier jour, à l'ouverture », a souligné M. Vlassis.

## Ban Ki-moon : « Il ne peut y avoir de développement durable sans droits de l'homme et état de droit »

**Le chef de l'ONU Ban Ki-moon au Congres des Nations Unies contre le crime au Qatar, en avril 2015. Photo ONU/Eskinder Debebe**

**12 avril** - A l'ouverture du 13ème Congrès des Nations Unies contre le crime dimanche à Doha, au Qatar, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et d'autres responsables de haut niveau des Nations Unies, ont affirmé que la prévention du crime et la promotion de l'état de droit étaient essentielles pour soutenir le développement durable.

« Toutes les sociétés ont besoin de systèmes de justice pénale équitables, d'institutions efficaces et responsables, et d'un accès à la justice pour tous », a déclaré M. Ban dans un discours prononcé à la cérémonie d'ouverture du Congrès contre le crime. « Des services de sécurité responsable peuvent contribuer grandement à mettre fin aux cycles de violence. Renforcer les droits juridiques aide à lutter contre les inégalités ».

« Il ne peut y avoir de développement durable sans droits de l'homme et état de droit », a ajouté le Secrétaire général.

Des centaines de décideurs et de professionnels dans le domaine de la prévention du crime et la justice pénale, ainsi que des experts du milieu universitaire, des représentants d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales, des institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies, et les médias participent à ce forum, qui se tient tous les cinq ans.

Le Congrès de Doha, qui se va se dérouler jusqu'au 19 avril, a été ouvert par le Premier ministre du Qatar, Abdullah bin Nasser bin Khalifa Al Thani. Il a lieu quelques mois avant un important sommet à New York en septembre sur le futur programme de développement mondial.

Dimanche, le Congrès a adopté la 'Déclaration de Doha', un document politique qui met l'accent sur des aspects importants de lutte contre la criminalité transnationale organisée et sur le renforcement des systèmes de justice pénale et la prévention du crime.

« En septembre, les États membres examineront un programme de développement pour l'après-2015 qui peut ouvrir la voie à un avenir meilleur pour des milliards de personnes », a déclaré M. Ban. « Pour que ce nouveau programme et ces nouveaux objectifs de développement durable réussissent, il faut qu'ils reflètent l'aspect central de l'état de droit ».

Le Secrétaire général de l'ONU a souligné que « la coopération et la coordination internationales sont essentielles, en particulier dans des domaines tels que la lutte contre la criminalité transnationale organisée et le terrorisme ».

« J'encourage tous les pays à ratifier et mettre en oeuvre les conventions contre la drogue, la criminalité et la corruption, et les instruments internationaux contre le terrorisme, et à soutenir le travail important de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) », a-t-il ajouté. « Nous devons également nous adapter aux temps qui changent. La cybercriminalité est devenue une entreprise qui génère des milliards de dollars chaque année en termes de fraude en ligne, de vol d'identité, et de propriété intellectuelle perdue. Elle touche des millions de personnes à travers le monde, ainsi que les entreprises et les gouvernements. Nous devons également aborder les liens croissants entre la criminalité organisée et le terrorisme ».

Lors de la cérémonie, trois représentants du Forum de la jeunesse, qui s'est déroulé avant le Congrès, ont présenté aux participants la déclaration du Forum de la jeunesse de Doha, qui inclut leurs recommandations sur les principaux thèmes discutés au Congrès.

Le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies Sam Kutesa a souligné pour sa part que le Congrès contre le crime était « un forum important pour se concentrer sur les crimes qui affectent la capacité de millions de personnes à travers le monde à avoir une vie prospère et digne ».

M. Kutesa a appelé les participants du Congrès « à utiliser ce forum pour produire des idées concrètes pouvant contribuer de manière positive à l'actuel processus de négociation du programme de développement post-2015 dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale ».

Le Président du Conseil économique et social des Nations Unies, Martin Sajdik, et le Directeur exécutif de l'ONUDC, Yury Fedotov, ont également prononcé une allocution à l'ouverture du Congrès contre le crime.

« Nous sommes tous réunis ici pour faire progresser la lutte commune contre la criminalité », a déclaré M. Sajdik. « Bien que planifié il y a plusieurs années le calendrier de notre congrès ne peut pas mieux tomber. Après la conférence de Sendaï sur la prévention des catastrophes en mars dernier, notre congrès est une autre réunion historique en cette année absolument cruciale pour le développement mondial ».

De son côté, M. Fedotov a déclaré que le 13e Congrès contre le crime offrait « une occasion opportune pour faire progresser l'action mondiale, et promouvoir une approche holistique qui intègre la prévention efficace de la criminalité et la justice pénale dans l'agenda plus large des Nations Unies, y compris dans les domaines des droits de l'homme, de l'égalité des sexes et de la protection des enfants ».

« Le Congrès est une excellente occasion de prolonger et d'améliorer la coopération internationale pour lutter contre la criminalité transnationale organisée, le terrorisme et les flux financiers illicites, et de s'assurer que nos réponses soient rapides, intelligentes et capables de faire face aux nouvelles menaces », a-t-il ajouté.

Lors d'une conférence de presse dans l'après-midi, le Secrétaire général a félicité le Premier ministre du Qatar pour l'adoption réussie de la 'Déclaration de Doha'.

« Je crois que la déclaration est concise et réalisable », a-t-il dit. « J'attends de cette conférence qu'elle soit tournée vers l'action. Elle devrait fournir une plate-forme pour une coopération accrue entre les gouvernements, les organisations intergouvernementales et la société civile sur l'ensemble des questions liées à la prévention du crime et la justice pénale », a-t-il ajouté.

## Journée du vol spatial habité : l'ONU prône l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques

**12 avril** - En l'honneur de la Journée internationale du vol spatial habité, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a mis en lumière dimanche la contribution de la science et des techniques spatiales au développement durable et a souligné la nécessité de repousser les limites de l'exploration pour le bénéfice de tous les peuples.

« J'ai la conviction que la Journée internationale du vol spatial habité nous rappellera notre humanité commune et la nécessité de travailler ensemble pour vaincre nos problèmes communs », a déclaré M.

Ban dans un message rendu public à cette occasion.

« J'espère qu'elle incitera aussi les jeunes en particulier à tout mettre en œuvre pour réaliser leurs rêves et faire en sorte que le monde découvre des espaces inexplorés de savoir et de compréhension », a ajouté le Secrétaire général.

L'Assemblée générale de l'ONU a déclaré le 12 avril Journée internationale du vol spatial habité en 2011, en l'honneur du 50ème anniversaire du premier vol spatial habité, effectué le 12 avril 1961 par Youri Gagarine, un citoyen soviétique né en Russie. Cet événement historique a ensuite ouvert la voie à l'exploration spatiale pour le bien de l'humanité tout entière.

Selon l'ONU, il est de l'intérêt de l'humanité d'encourager et de développer à des fins pacifiques l'exploration et l'utilisation de l'espace, patrimoine de l'humanité tout entière.

La Journée internationale du vol spatial habité célèbre ainsi chaque année l'entrée de l'humanité dans l'ère spatiale, en réaffirmant le rôle essentiel des sciences et des techniques spatiales dans la réalisation des objectifs de développement durable.

Cette Journée souligne également une volonté d'améliorer le bien-être des peuples et de continuer à réserver l'espace à des fins pacifiques.

## Libye : l'ONU condamne une attaque meurtrière contre l'ambassade de Corée du Sud à Tripoli

**12 avril** - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a fermement condamné dimanche une attaque terroriste perpétrée par des hommes armés non identifiés contre l'ambassade de la République de Corée dans la capitale libyenne.

Selon la presse, un groupe d'islamistes armés a lancé dimanche 12 avril une attaque revendiquée par l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) contre l'ambassade de Corée du Sud à Tripoli, durant laquelle deux gardes libyens auraient été tués et un autre blessé. Les assaillants auraient ouvert le feu à des dizaines de reprises contre l'ambassade depuis le véhicule à bord duquel ils se trouvaient. Trois Sud-Coréens, dont deux diplomates, travaillaient à l'ambassade au moment de l'attaque mais n'ont pas été touchés, selon le Ministère des affaires étrangères sud-coréen.

Dans une note destinée aux correspondants de presse, M. Ban a présenté ses condoléances aux familles des victimes.

Rappelant que le principe de l'inviolabilité des locaux diplomatiques et consulaires devait être respecté, le Secrétaire général a par ailleurs émis le souhait que les auteurs de l'attentat soient rapidement traduits en justice.

« Les violences en cours en Libye nous rappelle le besoin urgent pour les Libyens de mettre fin au conflit actuel et de se mettre rapidement d'accord sur la formation d'un gouvernement d'unité nationale », a déclaré le chef de l'ONU, tout en saluant à cet égard la reprise du dialogue politique entre les différentes parties dans les prochains jours.

## Doha : l'accès de tous à la justice contribue à un développement économique équitable et inclusif

**Affiche anticorruption en Namibie. Photo: Banque mondiale/Philip Schuler**

**13 avril** - Il est essentiel de renforcer les efforts de la communauté internationale pour promouvoir l'état de droit et les droits humains comme catalyseurs du développement durable, ont déclaré lundi le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Sam Kutesa, et d'autres responsables de haut niveau des Nations Unies lors du Congrès contre le crime, à Doha, au Qatar.

« Des cadres juridiques justes, transparents et accessibles jouent un rôle essentiel dans l'éradication de la pauvreté. L'accès de tous à la justice et des lois non discriminatoires permettent de faire progresser l'égalité des sexes et de promouvoir un développement équitable et inclusif. En outre, la lutte contre la corruption rend disponibles des fonds pour fournir de services de base aux citoyens, en particulier aux plus vulnérables », a dit M. Kutesa lors d'une réunion de haut niveau consacrée à l'état de droit, aux droits de l'homme et au programme de développement post-2015.

« Favoriser et promouvoir l'état de droit et les droits humains pour tous sans discrimination est essentiel pour réduire la violence et la criminalité et pour garantir la sécurité humaine. Pour cela, il faut des systèmes juridiques et sécuritaires efficaces et responsables pour répondre aux cycles de violence et pour promouvoir la paix et la stabilité, qui sont d'importantes conditions préalables à une croissance économique durable », a-t-il ajouté.

La réunion était organisée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), en partenariat avec l'Italie et la Thaïlande, et s'inscrit dans le cadre du Congrès contre le crime, qui s'est ouvert dimanche et doit s'achever le 19 avril.

Cette discussion suit le débat thématique de haut niveau de l'Assemblée générale intitulé « Intégrer la prévention du crime et la justice pénale dans l'agenda de développement post-2015 », qui s'est déroulé à New York le 25 février 2015, a souligné le Directeur exécutif de l'ONUDC, Yury Fedotov.

M. Kutesa a rappelé que la nature de la criminalité a changé. « Beaucoup de pays sont aujourd'hui aux prises avec des crimes nationaux et transnationaux tels que la traite des personnes, le trafic d'armes à feu et le trafic de drogue; la corruption; le trafic illicite de migrants; les médicaments contrefaits; la cybercriminalité et la piraterie. Ces crimes non seulement fragilisent les capacités nationales à réaliser l'état de droit dans les faits et à promouvoir les droits humains, mais affaiblissent également la capacité des pays et des communautés à prospérer et à réaliser des opportunités de développement », a-t-il ajouté.

Le Président du Conseil économique et social (ECOSOC) Martin Sajdik, le Sous-Secrétaire général de l'ONU aux opérations de maintien de la paix chargé de l'état de droit et des institutions de sécurité, Dmitry Titov, et le Sous-Secrétaire général de l'ONU aux droits de l'homme, Ivan Simonovic, participaient également à la réunion de haut niveau.

M. Sajdik a souligné qu'« il n'y a pas de bonne gouvernance sans état de droit, et il n'y a pas d'état de droit sans bonne gouvernance ». « La promotion du développement durable, protégé par un état de droit et des droits de l'homme forts, est la voie qui doit être prise par tous », a-t-il ajouté.

« Si nous voulons avoir des sociétés pacifiques et stables, et un véritable développement social, alors l'éradication de la discrimination, la lutte contre les inégalités entre les groupes sociaux, et la garantie que 'personne n'est laissé de côté' doivent être notre priorité urgente », a déclaré M. Simonovic.

Le Sous-Secrétaire général a rappelé que « l'application de la loi et

l'administration de la justice doivent être conformes au droit international des droits de l'homme ». « Les lois doivent servir les gens, reflétant leurs valeurs et leurs besoins, et non pas leur être imposées. Nous avons besoin de l'état de droit, pas d'une approche consistant à faire respecter l'ordre. Quand la loi est discriminatoire, et d'une sévérité disproportionnée, et quand les lois elles-mêmes sont injustes, cela génère à la fois du ressentiment et des inégalités », a-t-il ajouté.

M. Simonovic a souligné que « pour être véritablement transformateur, et efficace, le nouveau programme de développement post-2015 doit être fortement basé sur le droit international des droits de l'homme ».

De son côté, M. Titov a souligné que ce n'est pas simplement la criminalité violente qui entrave le développement. « Il y a une abondance de preuves, comme beaucoup l'ont mentionné aujourd'hui, qui montrent que la corruption est un obstacle majeur avec un impact disproportionné sur les pauvres et les personnes marginalisées », a-t-il dit.

Il a donné des exemples d'initiatives du Département des opérations de maintien de la paix destinées à renforcer l'état de droit. Le Département aide ainsi « les autorités de la République démocratique du Congo à faire face aux militaires accusés d'avoir commis des crimes contre des civils » et soutient « la Côte d'Ivoire pour rendre opérationnels 37 tribunaux et pour réhabiliter 22 prisons après la crise de 2011 », a-t-il souligné.

## La FAO et la Norvège aident les pays en développement à surveiller leurs ressources forestières

**13 avril** - L'Organisation de Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Norvège ont conclu lundi un accord de partenariat d'une valeur de 4,5 millions de dollars pour améliorer la capacité des pays en développement à surveiller leurs ressources forestières et à rendre compte des changements qui s'y produisent.

Ce projet, a précisé la FAO dans un communiqué de presse, facilitera l'accès des pays aux sources de données d'observation de la terre, notamment l'imagerie satellitaire, et permettra la mise en place d'une plateforme d'utilisation aisée pour le traitement et l'interprétation de ces données.

« La nouvelle plateforme offre aux pays un ensemble d'outils efficaces pour surveiller les changements dans les zones forestières et les stocks de carbone et pour mettre en place des régimes de gestion durable des forêts », a salué le Sous-Directeur général du Département des forêts de la FAO, Eduardo Rojas-Briales.

Selon l'agence de l'ONU, l'accès à l'imagerie satellitaire peut s'avérer malaisé pour les utilisateurs dont les connexions Internet sont faibles, ce qui pose problème pour les gestionnaires des ressources naturelles dans les pays en développement.

« A cet égard, l'un des éléments clés est la création d'une interface informatique efficace et conviviale hébergée sur le Cloud », a expliqué la Directrice adjointe de la Division de l'évaluation, de la gestion et de la conservation des forêts à la FAO, Tiina Vähänen. « L'utilisation de cette interface permettra un accès rapide aux données de télédétection et aux hautes performances informatiques et ce, même dans les pays ayant un accès limité à l'Internet », a-t-elle ajouté.

Dans un premier temps, la FAO a indiqué qu'elle entamerait la mise en œuvre du nouveau système dans 13 pays au cours des trois prochaines années dans le cadre de son appui aux activités du Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts dans

les pays en développement (UN-REDD).

« Le résultat que nous recherchons consiste à aider les pays à travailler sur des cartes forestières générées grâce aux données satellitaires afin de disposer d'informations conséquentes de manière plus rapide, plus facile et plus durable », a déclaré Mme Vähänen.

## Iraq : l'UNESCO condamne les destructions du site archéologique assyrien de Nimrud

**13 avril** - La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a condamné lundi les nouvelles destructions du site archéologique de Nimrud, mises en scène dans une vidéo circulant sur les medias sociaux.

« Je condamne cet acte de folie destructrice, qui marque une nouvelle escalade dans l'horreur », a déclaré Mme Bokova. « Il confirme que les terroristes ne se limitent pas à détruire les représentations figurées, bas-reliefs et statues, mais aussi le site lui-même et ses murs, à coups de pioches et d'explosifs, dans le but d'effacer systématiquement toute trace de l'histoire du peuple iraquien ».

La Directrice générale a exprimé sa solidarité avec le peuple et le gouvernement de l'Iraq et rappelé l'action de l'UNESCO pour la protection du patrimoine et pour coordonner les efforts de la communauté internationale dans la lutte contre le trafic illicite des objets culturels.

« La destruction délibérée du patrimoine est un crime de guerre. Nous mettons tout en œuvre pour lutter contre ces destructions et les documenter pour que les auteurs soient identifiés et traduits en justice », a-t-elle ajouté.

« Face à la propagande de haine qui sous-tend ces destructions et qui circule sur internet, nous devons aussi répondre par des messages de paix et la connaissance de l'histoire », a soutenu Mme Bokova, précisant que l'UNESCO soutient toutes celles et ceux, en Iraq et ailleurs, qui se mobilisent par tous moyens pour expliquer la valeur de ce patrimoine et rappeler que rien ne peut justifier sa destruction.

« Cette action sur les consciences est complémentaire de l'action de terrain, et j'invite les leaders politiques et religieux, la société civile, à s'exprimer sur tous les supports, dans le cadre de la campagne #Unite4Heritage, récemment lancée par l'UNESCO », a déclaré en conclusion la Directrice générale.

L'UNESCO avait dénoncé la destruction du site de Nimrud le 6 mars dernier. Ces nouvelles images témoignent de la destruction totale de la partie nord-ouest du Palais d'Assurnasirpal II (datant de 879 avant J.-C.) dans le site de Nimrud (Kalhu, ancienne capitale de l'empire assyrien), situé à 32 km au sud de Mossoul, et de la destruction de sculptures et de dalles de pierre sculptées de l'époque néo-assyrienne. L'UNESCO coopère activement avec le gouvernement de l'Iraq, avec les Etats voisins et l'ensemble de ses partenaires pour la protection de ce patrimoine millénaire de l'humanité.